

Synthèse régionale

Une timide reprise

Sébastien TERRA, Insee Nord-Pas-de-Calais

En 2014, la croissance de l'économie française est faible : le produit intérieur brut progresse de 0,2 %, après +0,7 % en 2013. Dans ce contexte, la convalescence de l'économie du Nord-Pas-de-Calais s'est poursuivie et la reprise est timide.

Certes, les effectifs de l'emploi salarié principalement marchand ont continué de baisser, tout particulièrement dans le Pas-de-Calais, mais cette baisse est environ deux fois moins importante qu'en 2013. Conséquence de la nouvelle dégradation de l'état du marché du travail, le chômage progresse et concerne 13,0 % de la population active régionale fin 2014. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a continué d'augmenter, plus fortement encore qu'en 2013. Face à cette augmentation continue du nombre de demandeurs d'emploi, les pouvoirs publics ont continué à recourir aux mesures d'aide et d'accompagnement à l'emploi. La région représente ainsi près de 11 % des emplois aidés engagés au niveau national, soit près du double de son poids dans l'emploi national.

La construction, l'industrie et le commerce sont les secteurs économiques de la région qui ont le plus souffert de ces pertes d'emplois. Dans la construction, la contraction de l'activité découle de la faiblesse de l'investissement des ménages

et de la restauration, ainsi que dans les services aux ménages. Dans ces secteurs, les créations d'entreprises ont été plus dynamiques en 2014. Le transport de marchandises à l'intérieur de la région connaît un regain d'activité, tant pour le trafic routier que pour le trafic fluvial. La croissance britannique très vive en 2014 a stimulé l'activité économique régionale. L'activité portuaire et le trafic transmanche ont été très dynamiques tandis que les exportations du Nord-Pas-de-Calais vers le Royaume-Uni ont progressé de façon marquée. Les touristes britanniques ont été particulièrement présents sur le territoire régional et ont largement contribué à la belle saison touristique régionale.

en logements : le nombre de logements autorisés ou mis en chantier est en net recul tandis que les ventes de maisons neuves sont en fort repli. De plus, l'activité dans les travaux publics est pénalisée par le recul de l'investissement des collectivités locales. Dans l'industrie, le repli de l'emploi est plus modéré qu'en 2013. L'emploi recule le plus fortement dans le secteur de la fabrication de matériels de transport, sous l'effet notamment d'une moindre consommation des ménages en automobiles. Dans l'agriculture, l'année est en demi-teinte. Le résultat global des exploitations agricoles régionales est en repli en raison de la chute des cours de certaines productions végétales (pommes de terre, blé et betterave). À l'inverse, le revenu des exploitations laitières s'améliore grâce au redressement de la production et du prix du lait.

Cependant, une série d'indicateurs économiques laisse également entrevoir une reprise de l'économie nordiste. Les difficultés des entreprises ont été moindres en 2014 avec un recul des défaillances d'entreprises. C'est principalement du secteur tertiaire que viennent les signes d'embellie. Le rebond de l'emploi intérimaire se confirme. Hors commerce, l'emploi dans le secteur tertiaire se maintient bien, notamment dans les secteurs de l'information et de la communication, de l'hébergement

et de la restauration, ainsi que dans les services aux ménages. Dans ces secteurs, les créations d'entreprises ont été plus dynamiques en 2014. Le transport de marchandises à l'intérieur de la région connaît un regain d'activité, tant pour le trafic routier que pour le trafic fluvial. La croissance britannique très vive en 2014 a stimulé l'activité économique régionale. L'activité portuaire et le trafic transmanche ont été très dynamiques tandis que les exportations du Nord-Pas-de-Calais vers le Royaume-Uni ont progressé de façon marquée. Les touristes britanniques ont été particulièrement présents sur le territoire régional et ont largement contribué à la belle saison touristique régionale.

Les indicateurs avancés laissent apercevoir, pour 2015, un redémarrage plus marqué que prévu de l'activité économique en France, sous l'effet notamment d'une forte accélération des dépenses de consommation des ménages. La région Nord-Pas-de-Calais, forte de sa tertiarisation et de son tissu productif, devrait naturellement s'inscrire dans cette dynamique. L'incertitude reste toutefois grande sur le front du marché du travail d'une part, sur l'évolution des prix du pétrole et du taux de change de l'euro, d'autre part, pouvant amoindrir ou, au contraire, étayer cette trajectoire de reprise dans la région comme en France. ■

Cadrage national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après

+ 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %). En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

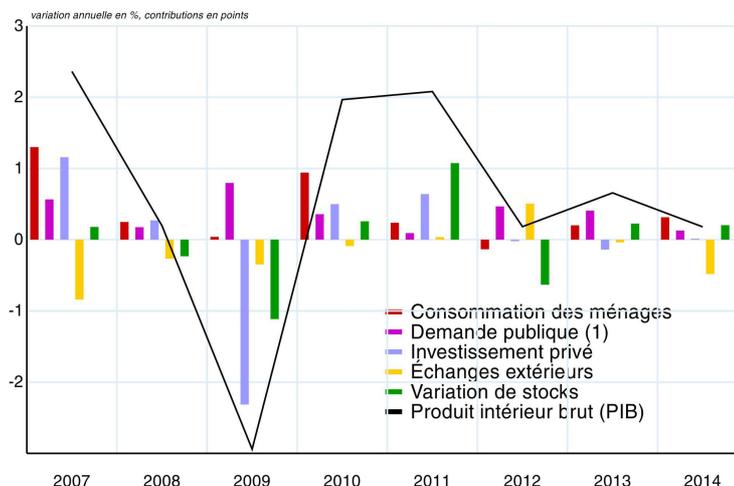
Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

Avertissement : dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional. ■

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Champ : France.

(1) y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente			2014	
	2012	2013	2014	Contribution à la croissance du PIB en volume (en milliards d'euros)	(en %)
	(en %)	(en %)	(en %)		
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,10	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010